

anglican doit payer la dotation de Maynooth ; mais comme les esprits sont loin d'être disposés à voir déposséder l'Eglise anglicane du bien d'autrui qu'elle a pris et qu'elle retient, sir Robert Peel désire laisser de côté cette irritante question : il préfère que l'Etat supporte la peine des péchés de l'Eglise nationale et paie ses dettes, en attendant le jour où il pourra librement régler ses comptes avec elle.

Lord John Russell partage les vues de lord Sandon ; il voit un commencement de restitution dans le projet de loi relatif à Maynooth. L'ancien chef du Cabinet whig approuve et applaudit sans réserve à l'initiative prise par le Ministère sur les réformes que demande la situation de l'Irlande.

« Je serais heureux, s'est écrié lord John Russell, que le Gouvernement entrât dans une nouvelle voie, adoptât une politique plus sage et plus généreuse que par le passé.

« Il serait à désirer que la conciliation, loin d'avoir atteint ses dernières limites, commençât par la mesure qu'on nous propose aujourd'hui. Je me réjouirais de voir le Gouvernement exécutif, en Irlande, s'occuper du bien-être du peuple et non des intérêts d'une faible, quoique puissante minorité ; de voir les catholiques romains, croissant en nombre et en richesses, éminents par les talents qui brillent dans leurs rangs, et appartenant à une portion de l'Eglise chrétienne qui a produit des hommes aussi célèbres par leur piété que par leur science, s'unir à nous, sincèrement convaincus que nous sommes résolus à leur rendre justice et à combattre d'étruits préjugés ! Je serais heureux que le peuple anglais ne fût pas poussé contre l'Irlande par un esprit de bigotisme religieux, et que les catholiques pussent contempler cette mesure, non comme un dernier acte de justice, mais comme le commencement d'une série de mesures qui uniraient les deux pays par des liens solides et durables. »

M. Sheil a trouvé d'éloquents inspirations en remerciant au nom de l'Irlande le Ministère. Les représentants des universités protestantes ont combattu le bill avec assez de mollesse. Sir Inglis s'est plu à mettre sir Robert Peel en contradiction avec lui-même, en lui rappelant de vieux discours moins libéraux que ceux qu'il prononce aujourd'hui. Puis, le cœur gros de larmes, il a exprimé la douleur que lui cause l'affaiblissement du protestantisme :

« Toute notre législation est fondée, et je ne rougis pas de le dire, sur le protestantisme. Depuis les trois derniers siècles, c'a été le caractère distinctif, l'essence de notre Constitution. Mais petit à petit nous avons vu les marques distinctives de la Constitution protestante dispersées dans les luttes de ces dernières années. L'étendard brillant que nous avons si longtemps contemplé avec admiration a été déchiré ; mais les couleurs protestantes sont encore au haut du mât, et, aussi longtemps qu'il restera un lambeau du vieux drapeau, je combattrai, quant à moi, aussi inébranlablement sous ses couleurs que lorsqu'il flottait intact et resplendissant sur tout l'empire ! »

L'erreur vaincue ne saurait faire entendre un cri plus déchirant de désespoir.

— Un débat solennel s'est engagé vendredi dernier dans la Chambre des Communes. L'ordre du jour appelait la seconde lecture du bill relatif au grand séminaire catholique de l'Irlande, et la séance ne s'est pas passée aussi froidement qu'à la première épreuve. Quoique sir Robert Peel eût, depuis une année, prévenu le pays de cette mesure, l'Angleterre n'en a pas moins été saisie par surprise, car personne, ni dans le Parlement, ni au dehors, ne s'attendait à une application aussi sincère et aussi large des principes libéraux au nom desquels le premier ministre s'était engagé à améliorer la situation de Maynooth. On croyait à quelque mesure équivoque dont les bonnes dispositions seraient annulées par des restrictions, des réserves, des conditions ; on croyait à un projet de loi qui, sous un titre mensonger, eût paru accorder beaucoup au clergé irlandais, tandis que ses clauses n'auraient pas éveillé la susceptibilité des fractions protestantes qui, anglicanes ou non, se mettent admirablement à l'unisson quand il s'agit de pousser le cri de *no popery* ! Le public anglais s'en rapportait en toute confiance à sir Robert Peel pour faire accepter à l'Irlande un projet de loi hypocrite de la nature de ceux par lesquels nos gouvernants répondent depuis quatorze ans, en France, aux citoyens qui revendiquent, au nom de la Charte, la réalisation du principe de la liberté d'enseignement.

On comprend dès lors qu'un bill aussi libéral que celui du cabinet anglais, présenté avec tant de loyauté par le Gouvernement, ait jeté la consternation dans les rangs du protestantisme haineux, dont les préjugés sont si profondément enracinés au sein des masses, en Angleterre.

Quoique sir Robert Peel ait pris la sage précaution de ne mettre que huit jours d'intervalle entre la première et la seconde lecture de ce bill, il n'en est pas moins menacé par l'orage à l'abri duquel semblait devoir le placer cette précipitation.

Deux grandes heures ont été remplies par la présentation des pétitions envoyées d'Irlande, d'Ecosse et d'Angleterre contre le projet de loi ministériel ; nous ne connaissons encore ni leur nombre, ni le chiffre des signatures ; mais l'un et l'autre ont été considérables, et nous ne pensons pas que l'Angleterre ait été témoin d'une pareille manifestation de l'opinion publique depuis 1842. Un seul membre, M. Hindley, a présenté 350 pétitions ; lord Sandon en a déposé une seule sur le bureau, mais elle était revêtue de 58,000 signatures.

Après ce travail préliminaire, M. Colquhoun a proposé un amendement dont l'adoption équivaldrait au rejet du bill de dotation ; il a demandé que la lecture en fût renvoyée à six mois.

M. Colquhoun est un des plus vaillants champions des anglicans dans leurs luttes avec le papisme ; il ne pouvait laisser passer une si belle occasion de se montrer. Il a soutenu avec chaleur qu'en dépit des allocations antérieures et des actes du Parlement, l'Angleterre ne devait rien aux prêtres de l'Irlande, et qu'en conscience on ne pouvait donner son assentiment à un projet de loi si favorable aux catholiques. Il a dit à sir Robert Peel que c'était une illusion que d'attendre en retour de ses libéralités le moindre changement dans les sentiments des prêtres irlandais. M. Colquhoun pense que la dotation de Maynooth n'abattrait pas l'agitation, et il en a donné pour preuve l'empressement et la satisfaction avec lesquels M. O'Connell a applaudi au projet de loi.

Un autre membre de la Chambre, M. Grogan, a combattu ensuite le bill en dénonçant les doctrines enseignées à Maynooth. M. Grogan, à en juger par son discours, doit être abonné au *Journal des Débats* ou au *Constitutionnel* ; ses accusations contre l'enseignement du séminaire irlandais étaient inspirées par l'histoire du *Compendium*. L'honorable membre aurait moins d'objections à faire aux libéralités du Ministère, si le bill imposait aux professeurs de Maynooth les glorieux articles de l'Eglise gallicane. C'est là un succès auquel ne s'attendait guère M. Dupin ! Ces deux premiers discours ont éveillé peu de sympathie. M. de Gladstone est monté ensuite à la tribune. Un vif sentiment de curiosité s'est manifesté dans la Chambre, et ses premières paroles ont suffi pour rétablir un profond silence.

Il y a deux mois, lorsque M. de Gladstone quitta le Cabinet, la presse se livra à de nombreux commentaires sur les motifs de sa retraite ; on a soutenu qu'il ne partageait pas les vues de sir Robert Peel sur les réformes à opérer en Irlande, et que par suite de cette dissidence il avait dû se retirer. Cette supposition avait fait naître des espérances chez les mécontents du parti conservateur, et les libéraux ont craint un instant que M. de Gladstone, en donnant le signal de l'attaque contre la dotation de Maynooth, ne ralliât à lui les fractions de la Chambre et ne devint le centre d'une opposition formidable. Ces espérances et ces craintes se sont évaporées depuis que M. de Gladstone a parlé.

L'ex-président du bureau du commerce a débuté par un exorde qui a fait croire qu'il allait combattre le bill. Il a sévèrement critiqué les principaux arguments que sir Robert et lord John Russell avaient fait valoir en faveur de la mesure ; il a protesté énergiquement contre le mot de *restitution*, appliqué au projet de loi actuel. M. de Gladstone a proclamé que la minorité qui avait résisté au Ministère dans le premier vote avait fidèlement exprimé les sentiments de l'Angleterre et de l'Ecosse.

La conséquence de ces premiers raisonnements semblait être que M. de Gladstone s'opposerait à l'adoption du bill ? Pas du tout ! M. de Gladstone bravera l'opinion publique ; il fera violence à ses préoccupations les plus chères, et quoique l'on ait donné de fort mauvaises raisons en faveur de la mesure, il votera pour le Ministère et il défendra le projet de loi. Comment cela ? — C'est que M. de Gladstone, homme d'une haute intelligence, a trouvé au profit du séminaire de Maynooth des arguments beaucoup plus péremptifs que tous ceux avancés jusqu'ici. D'ailleurs, l'ex-président du bureau du commerce pense que l'opposition n'a pas mis en avant une seule objection digne de gens sensés. Enfin M. de Gladstone espère que le bill deviendra bientôt loi du pays. Mais l'honorable membre tient beaucoup à ce que, ce ne soit pas à titre de *restitution*, dans la crainte que l'Eglise anglicane ne ressemble à une banqueroutière qui offre aux créanciers qu'elle a dépouillés un dividende équivalant tout au plus à un demi cent : une pareille allégation serait honteuse et dégradante pour l'Angleterre !

Après M. de Gladstone, la Chambre a entendu M. d'Israëli, qui, en combattant le bill avec plus d'esprit que de raisons, a décoché aux membres du Cabinet des traits d'une acérité extrême, et a fini en suppliant la Chambre de se faire l'écho fidèle des sentiments du pays et de mettre un terme aux déceptions du Cabinet en secouant d'une manière définitive le joug du despotisme officiel et de l'impuissance parlementaire. M. Roebuck a reproché à M. d'Israëli de réduire la grande question de Maynooth aux proportions étroites d'une querelle où des personnalités sont en jeu. Après M. Roebuck, qui est devenu le champion officiel de sir Robert Peel, la chambre a entendu lord Northland, et la discussion a été renvoyée à lundi.

Le résultat des débats ne paraît pas douteux : la majorité se prononcera pour le Ministère. Mais il n'en est pas moins vrai que ce projet de dotation de séminaire catholique a amoncelé sur le Cabinet un orage menaçant. Les dissidents wesleyens déploient une incroyable énergie ; les ministres de cette secte sont du haut de la chaire appelés à leurs paroissiens contre la dotation de Maynooth. Ils ont convoqué des meetings dans toutes les villes d'Angleterre et ils espèrent ne pas obtenir moins de 4,000 pétitions. Le vaste amphithéâtre d'Exeter-Hall retentit de discours où sont soigneusement énumérées les abominations du papisme dont sir Robert Peel, que le *Times* appelle un nouveau saint-Patrice, voudrait encourager l'enseignement.

La veille du jour où devait s'ouvrir la discussion de la Chambre des Communes, une députation nombreuse s'est rendue chez le premier ministre pour demander que la deuxième lecture du bill fût ajournée, afin de donner aux pétitions le temps d'arriver. Cette demande a été repoussée par le ministre, et le lendemain tous les journaux de Londres publiaient dans leurs annonces un avis ainsi conçu :

« Sir Robert Peel a positivement refusé d'accorder au pays le temps d'exprimer son opinion sur la question de Maynooth. Des milliers de pétitions, venant des paroisses, des congrégations et des meetings, sont en route pour